

Une brève histoire des organisations ouvrières en Iran

Article de Saeed Salehinia, militant du Parti Communiste-Ouvrier d'Iran, sur l'histoire des organisations ouvrières en Iran, Juillet 2011. Mis en ligne sur <https://iranenlutte.wordpress.com> en 2011.

Introduction:

L'histoire de l'émergence des travailleurs en Iran commence au début du vingtième siècle. Avec l'évolution de la lutte des classes, les organisations de travailleurs ont aussi évolué. Deux modèles distincts d'organisations peuvent être identifiées à travers l'histoire de la lutte des classes et de la dynamique entre la dictature et le mouvement de la gauche en Iran, avec différentes caractéristiques d'action et de fonction :

1- Le mouvement syndical (des années 1920 à nos jours)

2- Le mouvement des conseils et des assemblées générales (de la révolution de 1979 à nos jours).

Cet article cherche à mettre brièvement en lumière ces traits sus-mentionnés dans le mouvement ouvrier en Iran.

1- Le mouvement syndical (des années 1920 à nos jours)

Dans la première période (les années 1920), alors que la classe ouvrière était très réduite et non-industrielle, on considère que les syndicats, au plus fort de leurs activités, ont organisé environ 30.000 travailleurs dans une confédération syndicale présente dans plusieurs villes d'Iran. La plus forte base syndicale, animée par la Ligue des Communistes Iraniens (ou Parti Communiste d'Iran), était à l'origine les ouvriers de l'imprimerie, et ensuite les travailleurs du pétrole. Les syndicats ont obtenu des succès en obtenant certaines revendications et en organisant plusieurs grèves. Ainsi, la grève des ouvriers de l'imprimerie, soutenue par d'autres travailleurs dans la confédération, a eu une importante signification politique, faisant des travailleurs une force efficace pour défendre la liberté d'expression et la liberté de la presse. En 1931, la répression dirigée par Reza Shah a détruit les fondations des syndicats et de la Ligue Communiste qui ont été liquidés. Les meilleurs des militants syndicaux ont périés en prison sous la torture, certains ont abandonné l'activité syndicale, et un certains nombre d'autres n'ont repris que plus tard leur travail syndical.

Dans la deuxième période (de 1941 à 1953), le nombre de travailleurs avaient connu une certaine augmentation, des chemins de fer avaient été mis en place, de nouvelles usines avaient été construites et l'industrie du pétrole s'était développée. On considère que le Conseil Central des Syndicats Unis (CCSU) a été fondé par la fusion de deux anciennes structures syndicales antagonistes, le Conseil Central (syndicat lié au Parti Toudeh) et la fraction majoritaire du Bureau Central. La fusion a été déclarée le 1 mai 1944. Le 8 mai 1944, une plus petite centrale syndicale, l'Union des Travailleurs d'Iran, intègre le CCSU, suivie par l'adhésion de l'Association des Travailleurs des Chemins de Fer au CCSU le 20 juin 1944. Lors de sa fondation, le CCSU avait 60 syndicats affiliés, dont la direction est tombée entre les mains du Parti Toudeh, et organisait entre 100.000 et 200.000 travailleurs. Dans cette période, grâce aux syndicats, les travailleurs ont joué un rôle plus significatif et plus efficace dans la société. Le premier code du travail en Iran a été instauré en 1946 grâce à la pression des travailleurs. Dans plusieurs grèves et actions politiques, les

travailleurs ont joué un rôle prédominant, et leur colonne vertébrale était les travailleurs du pétrole dans le sud. Néanmoins, les travailleurs et les syndicats étaient sous la direction du Parti Toudeh et ses perspectives ne dépassaient pas le cadre des réformes bourgeoises, et finalement ils sont tombés victimes des politiques conciliatrices et collaborationnistes du Parti Toudeh. Les sentiments révolutionnaires et radicaux des travailleurs, qui étaient désormais ouvertement en effervescence dans le sud, étaient étouffés par les dirigeants syndicaux et le Parti Toudeh. A la fin, avec le coup d'État de 1953 et la nouvelle vague de répression, les syndicats et le mouvement ouvrier ont subi une défaite très lourde. C'était une défaite qui a inévitablement conduit à de profondes désillusions et au pessimisme vis-à-vis du Parti Toudeh et au-delà vis-à-vis des syndicats.

La troisième période (après la révolution de 1979) : Après la révolution de 1979, il y a eu deux principaux mouvements syndicalistes en Iran :

1) Le Syndicat des Travailleurs de la Compagnie des Bus de Téhéran et Banlieue est un syndicat basé sur la région du grand Téhéran. Il a eu l'adhésion de plus de 17.000 travailleurs, dont la plupart travaillent pour la Compagnie des Bus de Téhéran (Sharekat-e Vahed). Initialement constitué en 1968, son activité a été intermittente au fil des années. Le syndicat a gagné une grande notoriété après la révolution de 1979 en s'engageant ouvertement face à un régime hostile aux organisations ouvrières indépendantes. En 2006-2007, ce syndicat a lancé une grève pour les droits des travailleurs. Depuis, Mansour Osanloo, président du Comité Exécutif et Ebrahim Madadi, le vice-président, sont en prison, exposés à la torture et constamment sous pression.

2) Syndicat des Travailleurs de Sucre de Canne de Haft Tapeh (au sud de l'Iran). Le syndicat des travailleurs de sucre de canne de Haft Tapeh a été formellement formé le 22 octobre 2008 sous le nom de Syndicat des Travailleurs de la Compagnie de Sucre de Canne de Haft Tapeh. Le syndicat d'origine des travailleurs de Haft Tapeh avait été fondé en 1973, mais le gouvernement iranien a interdit et réprimé toutes les organisations ouvrières libres et indépendantes au début des années 1980. Après la formation du Syndicat des Travailleurs de la Compagnie des Bus de Téhéran et Banlieue, c'est le deuxième réel syndicat ouvrier qui a été fondé par la participation directe des travailleurs et l'élection d'un bureau exécutif. Ces deux élections avaient eu lieu avec la permission du ministère du travail. Le gouvernement iranien est favorable à des conseils du travail islamiques créés par l'État en opposition aux organisations ouvrières autonomes. La compagnie de sucre de canne de Haft Tapeh est un complexe industriel de 5.000 ouvriers dans la ville de Shoush, dans la province du Khuzestan au sud de l'Iran. Les travailleurs de Haft Tapeh se sont engagés dans de nombreuses grèves, actions ouvrières et protestations pour le paiement de leurs salaires et une plateforme d'autres revendications. Pendant tout ce temps, les ouvriers ont tenté de former leur syndicat malgré les nombreuses barrières du gouvernement, les arrestations, les intimidations et les procès à l'encontre des dirigeants ouvriers. En novembre 2009, cinq membres du bureau de direction du Syndicat des Travailleurs de la Compagnie de Sucre de Canne de Haft Tapeh, nommés Feridoun Nikoufard, Jalil Ahmadi, Ghorban Alipour, Mohammad Haydari Mehr et Ali Nejati, ont été jetés en prison et sont toujours détenus à la prison de Dezfoul. Feridoun Nikoufard, Jalil Ahmadi, Ghorban Alipour et Ali Nejati ont été jugés et condamnés à six mois de prison ferme et six mois de prison avec sursis, et Mohammad Haydari a eu quatre mois de prison ferme et huit mois de prison avec sursis, tout cela uniquement à cause de leurs efforts pour former une organisation ouvrière indépendante. Des membres du Syndicat de la Compagnie du Sucre de Canne dans la province du

Khuzestan (sud-ouest) ont été menacés et emprisonnés depuis la refondation du syndicat en 2008. Tous les adhérents sont menacés de poursuite puisque le syndicat n'a pas été reconnu par les autorités iraniennes.

3) Autres exemples de syndicats existants (mais constamment persécutés) : l'Union Libre des Travailleurs Iraniens et l'Association des Ouvriers du Métal et de l'Electricité de Kermanshah.

2 – Le mouvement des conseils et des assemblées générales :

A- Le mouvement des conseils :

La tradition la plus vaste, la plus efficace et la plus vivante d'organisation chez les travailleurs iraniens, celle qui est devenue une tradition d'organisation, est celle du mouvement des conseils. Les conseils sont nés du cœur des masses, des grèves nationales de 1977-78. C'étaient les grèves lancées par les ouvriers du pétrole et qui ont brisé les dernières tentatives du Shah de garder le pouvoir. Les comités de grève qui dirigeaient les grèves dans une semi-clandestinité, ont été, après l'insurrection de 1979, soit choisis comme direction et exécutif des conseils ou se sont d'eux-mêmes transformés en « conseils » ou en « comités de fondation des conseils ». En un mot, les conseils étaient les organes directs de l'exercice de la volonté révolutionnaire des ouvriers. Par le biais des ouvriers du pétrole, les travailleurs ont demandé d'être intégrés au gouvernement (provisoire) instauré lors de la vague révolutionnaire, mais ils n'ont pas pu y arriver. Naïvement, ils ont laissé le pouvoir politique à Khomeiny et compagnie, et voulaient maintenant utiliser leur pouvoir révolutionnaire direct pour continuer la révolution et arriver à la victoire dans l'enceinte de l'usine et de leur propre sphère d'influence. Le conseil était le moyen et le véhicule essentiels des tendances révolutionnaires des ouvriers. Toute une gamme de revendications économiques et politiques étaient placées sur l'agenda des conseils : depuis le contrôle ouvrier dans les usines, la démission de la direction, la dissolution des organes d'espionnage et de surveillance, jusqu'à la mise en place des libertés démocratiques, la liberté d'expression, la détermination du règlement intérieur des usines, l'instauration de la semaine de 40 heures, l'augmentation des salaires, la réintégration des travailleurs licenciés les années précédentes, le contrôle par les assemblées générales des questions relative au licenciement ou à l'embauche d'employés, le paiement des dettes dues aux travailleurs sous le régime du Shah, l'égalité des droits entre les femmes et les hommes, l'abolition du code du travail datant du régime du Shah et l'élaboration d'un nouveau code du travail approuvé par les représentants élus des travailleurs, et la publication des informations sur les luttes et les revendications des travailleurs dans les journaux, la télévision et la radio officiels. Le fait que les conseils intervenaient et étaient investis dans toutes les questions, étaient libres des contraintes bureaucratiques et offraient la possibilité aux travailleurs de faire entendre leur voix et d'exprimer directement leur volonté, montrait leur remarquable force par rapport aux précédentes expériences d'organisations ouvrières. Avec enthousiasme, les travailleurs se sont lancés dans le travail de construction de conseils. Dans certains cas, les conseils sont allés jusqu'à prendre totalement le contrôle d'usines. Comme autres exemples, on peut mentionner l'Union des Conseils du Gilan, une association de 20 à 30 conseils du Gilan, la plus industrialisée des provinces du nord-ouest d'Iran, l'Union des Conseils de Téhéran Est, qui a regroupée un grand nombre de conseils des usines de l'Est de Téhéran, et l'Union des Conseils de l'Organisation des Industries Développées, qui agissait pour coordonner les conseils de plus de 100 usines avec des dizaines de milliers d'ouvriers. Dès le début, les conseils sont entrés en conflit avec le nouveau régime. La République

Islamique essayait de détruire les conseils par différents moyens : en tentant de les conquérir de l'intérieur avec l'aide de travailleurs du Hezbollah ou de ceux qui avaient encore des illusions dans le régime, en constituant et en consolidant des « Conseils Islamiques », en faisant des pressions économiques, en particulier contre les conseils qui avaient pris contrôle des usines. Mais son principal moyen c'était la répression, l'intimidation, les arrestations et même les assassinats de militants des conseils. Chaque vague d'assaut du régime contre la société (dont l'offensive contre le mouvement révolutionnaire au Kurdistan, à l'Ouest de l'Iran, les raids contre les universités et le massacre des étudiants de gauche, etc.) était en même temps une attaque directe contre les conseils et contre les ouvriers socialistes et communistes qui animaient généralement ces conseils. Pendant les premiers jours de la guerre Iran-Irak, en septembre 1980, Bani Sadr, le président de l'époque, est apparu à la télévision pour dire aux travailleurs : « Maintenant c'est la guerre, les conseils et tout ça c'est terminé, vous devez produire mes chers ». Finalement, le 20 juin 1981, quand le régime a lancé ses massacres horribles, les conseils ont été écrasés et de nombreux de leurs militants ont été licenciés, arrêtés, exécutés ou forcés à fuir. Le destin des conseils a été de fait le destin d'une classe ouvrière révolutionnaire, qui n'était pas encore prête à différencier son camp et à dessiner une image claire de ses perspectives pour l'avenir et pour prendre le contrôle de la société. Néanmoins, le conseil est un élément permanent de la période de 1978 à 1981, ces journées où les travailleurs ont directement mis en pratique leurs revendications et leurs désirs.

B- Le mouvement des Assemblées Générales

L'assemblée générale, c'est-à-dire l'assemblée régulière des travailleurs de chaque usine où les ouvriers discutent de leurs questions, prennent les décisions et appliquent eux-mêmes ces décisions, était e fait le cœur des conseils. Après la répression de 1981, la tradition des conseils a perduré sous la forme des efforts pour tenir des assemblées générales et même, dans certains cas, la formation actuelle de conseils. La plupart des grèves importantes depuis 1981 ont été basées sur des assemblées générales tenues pendant la durée de la lutte. La grève des ouvriers de l'aciérie en novembre 1984, qui a duré un mois, et à laquelle ont participé 10.000 ouvriers de la construction du complexe d'acier et le soutien actif de 12.000 autres travailleurs, n'aurait pas pu avoir lieu sans assemblées générales. Dans certaines usines (par exemple, l'usine Indamin avec 700 ouvriers), la tenue régulière d'assemblées générale est devenue une institution. Généralement, les travailleurs appellent leurs rassemblements de protestation, les réunions où ils questionnent la direction, discutent et prennent des décisions sur leurs problèmes, « assemblées générale ». Les grèves des briqueteries qui éclatent chaque année dans l'Ouest de l'Iran et auxquelles participent plusieurs milliers d'ouvriers seraient inimaginables sans les assemblées générales. L'importance des assemblées générales est telle que même les défenseurs de syndicats qui ne considèrent les assemblées générales comme légitimes et possibles que lors des périodes révolutionnaires, doivent souvent les accepter et les introduire dans le cadre de leurs syndicats. Le gouvernement lui-même a appelé ses propres organisations fantoches dans les lieux de travail « conseils » (les « conseils islamiques ») et tente de donner l'impression qu'elles sont basées sur « l'assemblée générale des employés de l'unité ».

L'influence de la tradition des conseils, l'importance et l'efficacité des assemblées générales pour regrouper les besoins des luttes ouvrières actuelles, et la facilité avec laquelle elles peuvent être mises en place, même sous la répression instaurée par la République Islamique, sont les plus

importants points de force de l'assemblée générale. Ce sont ces mérites qui ont fait de l'assemblée générale le seul moyen possible aujourd'hui pour que les travailleurs iraniens construisent leurs propres organisations. Mais cela ne signifie pas que nous sommes dès à présent face à un mouvement massif d'assemblées générales, quelque chose qui est possible et apparaît aujourd'hui comme le seul moyen à la fois pratique et faisable pour l'organisation de masse des travailleurs iraniens.